



MARCHE PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

(art.28 du code
des marchés publics)

**Direction Régionale
de l'Environnement**

Nord - Pas de Calais

CONTRAT

Pouvoir adjudicateur :

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

Direction Régionale de l'Environnement du Nord-Pas de Calais

**Ordonnateur de la dépense : Direction Régionale de l'Environnement du Nord-Pas de Calais
107 boulevard de la Liberté 59041 LILLE Cedex**

Représentant du pouvoir adjudicateur : le Directeur Régional de l'Environnement

**Comptable assignataire de la dépense : Monsieur le Trésorier Payeur Général
Trésorerie Générale du Nord
82 avenue Kennedy
59041 Lille Cedex**

**Exercices 2008-2009
de l'eau**

Imputation budgétaire : BOP 181, sous action n°701 police

N° du marché

Code nomenclature

Intitulé : Identification des cours d'eau au titre de la police de l'eau dans le Nord-Pas-de-Calais

PREAMBULE

Le marché passé selon la procédure adaptée relatif à **l'identification des cours d'eau au titre de la police de l'eau dans le Nord-Pas-de-Calais** s'exécute selon les conditions définies par le présent contrat.

Le présent contrat est composé de **17** articles répartis sur **9** pages, numérotées et paraphées.

Il est établi en **un (1)** original dont une copie est délivrée au titulaire du marché lors de sa notification conformément à son article 5. Seul l'original détenu par le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire fait foi.

Toute documentation relative à l'emploi ou à l'utilisation des biens ou des services ou des prestations livrées par le titulaire ainsi que les conditions de garanties, les comptes-rendus, les rapports et les factures, doivent être obligatoirement rédigés en langue française. A défaut l'acheteur public se réserve le droit de refuser la livraison desdits services ou de réceptionner les prestations jusqu'à ce que le prestataire ait rempli cette obligation. En conséquence, la prestation sera considérée comme n'ayant pas été livrée à la date contractuelle et la personne publique pourra appliquer de plein droit des pénalités de retard prévues pour retard de livraison, qu'il sera de droit de compenser sur le montant facturé.

SOMMAIRE

- Article 1- **Parties** contractantes.
- Article 2- **Objet** du marché.
- Article 3- **Pièces constitutives** du marché.
- Article 4- **Durée** du marché.
- Article 5- **Notification** du marché.
- Article 6- **Description et modalités** de réalisation de la prestation
- Article 7- Engagements **du titulaire**.
- Article 8- **Engagements** de la personne publique.
- Article 9- **Responsabilité** du titulaire.
- Article 10- **Pénalités** de retard.
- Article 11- **Prix** des prestations.
- Article 12- Variation **des prix**.
- Article 13- Modalités de **paiement**.
- Article 14- Recours à **la sous-traitance**.
- Article 15- Nantissement et cession **de créances**.
- Article 16- **Résiliation**.
- Article 17- Règlement des **litiges**.

Article 1- Parties contractantes.

Le titulaire :

<input type="text"/>	N° SIRET	<input type="text"/>
CODE APE	<input type="text"/>	
dont le siège social est sis	<input type="text"/>	
dûment représenté par	<input type="text"/>	
exerçant la fonction de	<input type="text"/>	

et

**La personne publique : Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement
107 boulevard de la Liberté 59041 LILLE Cedex**

**Pour l'exécution du présent marché,
la personne publique est représentée par :**

Sébastien COSNIER

Tel : 03 59 57 83 36 Fax : 03 59 57 83 00

e-mail : Sebastien.COSNIER@developpement-durable.gouv.fr

et

La responsable de l'unité SIG

Marie-Laure FIEGEL

Tel : 03 59 57 83 94 Fax : 03 59 57 83 00

e-mail : Marie-Laure.FIEGEL@developpement-durable.gouv.fr

Lors de l'exécution du marché, le titulaire peut contacter par tout moyen (messagerie électronique, téléphone, fax) les représentants de la personne publique.

Article 2- Objet du marché.

Le marché a pour objet **l'identification des cours d'eau au titre de la police de l'eau dans le Nord-Pas-de-Calais.**

Le marché est simple.

Article 3- Pièces constitutives du marché.

Par priorités décroissantes

- ☒ le présent contrat
- ☒ le cahier des clauses techniques particulières
- ☒ le bordereau des prix unitaires
- ☒ la proposition financière du titulaire ou détail estimatif
- ☒ le mémoire technique du titulaire
- ☒ la fiche signalétique du responsable et de l'équipe
- ☒ le CCAG- PI
- ☐ autres : à préciser

Article 4- Durée du marché.

Le marché est conclu pour une durée de **11 mois** à compter de sa notification par la personne responsable du marché.

Article 5- Notification du marché.

La personne publique notifie le marché au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

La notification emporte ordre de réaliser la prestation.

Article 6- Description et modalités de réalisation de la prestation.

Le titulaire fournit les prestations décrites dans sa proposition conformément aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières.

La prestation s'effectue selon les règles de l'art de la profession. Le titulaire informe la personne publique, maître d'ouvrage, des difficultés de réalisation et des modifications proposées par le titulaire qui ne pourra les réaliser qu'après acceptation par le représentant de la personne publique.

6.1 Réunions

En tant que de besoin, la personne publique organise des réunions de travail dans ses propres locaux. Le titulaire est tenu d'y assister et de se faire représenter, au minimum, par le responsable du marché accompagné de toute personne dont la présence est manifestement nécessaire.

Ces réunions ont pour but de constater l'état d'avancement des travaux selon le calendrier établi et le cas échéant de prévenir ou de régler les difficultés.

Le titulaire est chargé de l'organisation et du secrétariat des réunions du Comité de Pilotage et des réunions d'analyses (cf. CCTP).

6.2 Calendrier des prestations

Voir le CCTP.

Article 7- Engagements du titulaire.

7.1 Equipe

L'équipe est définie par le titulaire lors de la production de sa proposition. Il désigne expressément le chef de projet. Toute modification de la composition de cette équipe est soumise à autorisation préalable et expresse de la personne publique.

Le titulaire signale à la personne publique, dès qu'il en a connaissance, toute démission, licenciement ou délivrance d'un congé légal supérieur à 5 jours affectant la composition de l'équipe et la bonne exécution des prestations. Tout remplacement s'effectue à niveau égal de compétence, d'expérience et de formation et sans augmentation du montant des prestations.

7.2 Communication des difficultés

Le titulaire signale à la personne publique, dans un délai de **24** heures, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe les représentants de la personne publique par courrier électronique, par fax ou par téléphone, sous réserve, dans ce dernier cas, d'adresser un fax de confirmation au numéro indiqué dans l'heure qui suit.

7.3 Discretion et confidentialité

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées.

Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

7.4 Propriété intellectuelle et exploitation des résultats

La personne publique peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations conformément aux dispositions de l'article A-20 du CCAG / PI tel qu'approuvé par le décret n°78-1306 du 26 décembre 1978 modifié.

Article 8- Engagements de la personne publique.

La personne publique fournit toute information utile au titulaire du marché pour l'exécution de sa prestation.

Article 9- Responsabilité du titulaire.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations.

Toute inexécution de cette obligation par le titulaire, conduisant à une impossibilité pour la personne publique d'utiliser tout ou partie des résultats, déclenche la procédure de résiliation définie à l'article 16, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet.

Article 10- Pénalités de retard.

Le non-respect des délais d'exécution mentionnés au point 6-2 du présent document entraîne, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités de retard d'un montant de 1 % € HT du montant du marché par jour de retard de livraison, sauf retard ou suspension du délai dus au Maître d'Ouvrage.

Article 11- Prix des prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations. Les prix sont fixés par le bordereau des prix unitaires et le détail estimatif.

Le prix est établi comme suit :

Montant de la prestation HT :

Taux et montant de la TVA¹ :

Montant de la prestation TTC :

¹ Le taux de TVA n'est mentionné qu'à titre indicatif. En cas de variation, le prix forfaitaire subira une variation identique.

Article 12- Variation des prix.

Le marché est à prix ferme.

Article 13- Modalités de paiement.

13.1- Avance forfaitaire.

Je renonce à l'avance forfaitaire

Je ne renonce pas à l'avance forfaitaire

13.2- Facturation.

Le titulaire présente des factures sous forme d'acomptes à l'issue des phases suivantes quand la majeure partie des livrables correspondants à ces phases (cf. CCTP) ont été réceptionnées et les éventuelles réserves levées par les représentants de la personne publique :

- Réalisation de la version V_1 sur le territoire de la Lys ;
- Réalisation de la version V_1 des 5 territoires Canche, Sambre, Escaut, Sensée, Boulonnais ;
- Réalisation de la version V_1 des territoires Scarpe amont, Scarpe aval, Authie, Marque Deûle, Audomarois ;
- Réalisation de la version V_1 des 2 territoires Yser et Delta de l'Aa ;
- Réalisation de la version V_2 .

L'ensemble des 5 acomptes définis ci-dessus ne pourront pas dépasser 80 % du montant total du marché, les 20 % restant étant facturés à la livraison définitive, lorsque la réception sera prononcée conforme pour l'ensemble des prestations, objet du marché.

A compter de la réception de la facture, le paiement s'effectue dans un délai de 30 jours (délai global de paiement) par mandat administratif sur le compte bancaire suivant (joindre un RIB ou un RIP) :

Compte ouvert à l'organisme bancaire :																			
à :																			
au nom de :																			
sous le numéro :															clé RIB :				
code banque :															code guichet :				

Chaque facture est à faire parvenir en trois exemplaires (un original et deux copies) à l'adresse suivante : **DIREN Nord – Pas de Calais 107 boulevard de la Liberté 59041 LILLE Cedex**

La facture comporte impérativement et de manière lisible les éléments suivants :

- le nom, la raison sociale ainsi que l'adresse du titulaire ;
- le numéro du marché;
- le détail des prestations référencées au bordereau des prix (prix unitaires et quantités) ;
- les montants HT et TTC ainsi que le taux et le montant de la TVA ;
- la période concernée.

13.3- Intérêts moratoires.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire et ses sous-traitants, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, au taux légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Article 14- Recours à la sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché que sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par la personne publique et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant au sens de la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. La personne publique paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations sous-traitées est supérieure à 600 € TTC.

Afin de s'assurer de cette acceptation et de permettre le paiement direct du(des) sous-traitant(s) ainsi agréé(s), le titulaire remet à la personne publique une déclaration précisant la nature de la prestation, l'identité sociale et bancaire du sous-traitant, les termes du contrat de sous-traitance ainsi que les attestations relatives à sa situation sociale et fiscale. Pour autant, il demeure le seul interlocuteur de la personne publique.

L'obligation de discrétion professionnelle et de confidentialité définie au point 7.4 s'applique dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) sous-traitant(s).

Article 15- Nantissement et cession de créances.

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances selon les conditions prévues aux articles 106 à 110 et 117 du code des marchés publics. La personne publique délivre, à la demande du titulaire, une copie certifiée conforme du présent document en un exemplaire unique.

Article 16- Résiliation.

16.1- Résiliation aux torts du titulaire.

A la demande expresse et motivée de la personne publique, le marché peut être résilié de plein droit en cas d'inexécution, de défaillance ou de non respect prolongé ou répétitif d'une ou plusieurs prescriptions contenues dans le présent contrat.

La résiliation s'effectue à l'issue d'un délai de préavis de 24 heures commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception.

La résiliation aux torts du titulaire ne donne lieu à aucune indemnité.

16.2- Résiliation pour motif d'intérêt général.

La personne publique peut résilier à tout moment le présent contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation doit être dûment motivée. Le titulaire a droit à une indemnisation fixée à 4 % de la valeur Hors Taxes de la partie résiliée du marché augmentée du montant de la TVA selon le taux en vigueur au jour de la résiliation.

Le titulaire a droit au paiement des prestations réalisées mais non prescrites dès lors qu'il apporte la preuve qu'elles étaient indispensables à la réalisation des prestations effectivement réclamées et qu'elles n'avaient pas fait l'objet d'une opposition expresse de la personne publique.

Article 17- Règlement des litiges.

17.1- Recours à la transaction.

Avant toute autre procédure, les parties recourent à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil afin de prévenir toute contestation à naître ou de terminer toute contestation née de la mauvaise exécution ou de l'inexécution du présent contrat. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur sur la responsabilité des parties au contrat pour le même objet.

17.2- Comité consultatif de règlement à l'amiable des litiges.

En cas d'échec dûment constaté de la tentative de transaction, les parties recourent au comité consultatif national de règlement à l'amiable des litiges en application des dispositions combinées de l'article 131 du code des marchés publics et du décret n°2001-797 du 3 septembre 2001 pris pour son application.

17.3- Règlement juridictionnel.

En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lille.

Fait en un seul original	
A :	le :
Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) du/des prestataire(s) :	
Visa du contrôleur financier	Signature du représentant du pouvoir adjudicateur